

LE TEMPS

L'économie ukrainienne sous perfusion

Le Temps, Charles Wyplosz, 16 février 2023

Nous sommes abreuvés d'informations sur les opérations militaires en Ukraine et sur les souffrances de la population, mais on parle moins souvent de la situation économique. Or, la guerre se prolonge et, comme on sait, l'intendance est cruciale. Sur ce plan, comme sur le plan militaire, des succès quasi miraculeux ne peuvent pas cacher une situation catastrophique.

Un avertissement d'abord: comme pour les questions militaires, les informations économiques sont parcellaires, voire incertaines, parce que la transparence est incompatible avec une situation de guerre. Ce qui suit pourrait donc être erroné.

Pour fixer les ordres de grandeur, le PIB a chuté d'un tiers en 2022 et pourrait se stabiliser en 2023, sauf aggravation de l'invasion russe. C'est considérable. Une part importante de la population est déplacée, de l'est vers l'ouest et de l'Ukraine vers tous les coins du monde. Nombre de ceux qui sont restés ne remplissent plus de fonctions économiques. Ils se battent, ou soutiennent et soignent ceux qui se battent, participent à l'effort de guerre en produisant des armes et des équipements militaires, ou contribuent à la défense civile et aux efforts de renseignements. La destruction répétée des installations civiles n'est pas comptabilisée mais les réparations le sont alors qu'elles ne contribuent pas à l'activité normale. Ainsi, la chute du PIB est loin de refléter l'appauvrissement du pays. Une large majorité de la population vit dans un état de précarité aiguë.

Ces activités militaires et quasi militaires sont financées par le budget de l'Etat. Officiellement, le déficit public est quasi nul, mais c'est parce que l'Ukraine bénéficie d'une aide extérieure, de la part de pays amis et des organisations internationales, parfois sous forme de dons, parfois sous forme de prêts qui alourdissent la dette. Les dépenses d'armements sont vertigineuses mais largement financées par des dons. Les exportations, dominées par les produits agricoles, se sont effondrées, à cause des destructions et des difficultés d'acheminement. Le déficit externe est aussi officiellement quasi nul, grâce à l'aide internationale et aussi parce que le gouvernement a bloqué une grande part des importations non militaires. L'économie est sous perfusion.

Le miracle est que les services publics et l'administration ne se sont pas écroulés. L'inflation est de l'ordre de 30% et relativement stabilisée, grâce à un accord entre le gouvernement et la banque centrale, qui limite strictement le financement du déficit public par la planche à billets. Par ailleurs, la banque centrale réunit les banques commerciales dans un service unifié pour assurer la distribution et la circulation des moyens de paiement. Les impôts continuent de rentrer et les aides sociales sont distribuées. Le gouvernement a même lancé une opération anticorruption dans un pays qui était classé avant la guerre à la 122e position sur 180.

Les miracles n'ont cependant qu'un temps, et c'est le pari de Poutine. L'Ukraine a tenu un an, grâce à une acceptation par la population de sacrifices épouvantables et à une aide internationale surprenante, mais le temps de l'usure pourrait bien arriver. En face, en Russie, les pertes en vies humaines sont, semble-t-il, gigantesques mais acceptées dans un contexte nationaliste exacerbé et surtout par le fait que la guerre se déroule uniquement sur le territoire ukrainien, la condition imposée par les pays qui fournissent de l'aide. Les sanctions contre la Russie sont un noeud coulant qui se resserre très lentement, leur effet ne sera tangible que dans le long terme. En attendant, le monde a besoin de son pétrole, de son gaz et de ses matières premières, qui circulent par des chemins détournés, profitant superbement à des intermédiaires étatiques et privés. Pour que l'Ukraine survive, la stratégie de la première année devra être revue, très bientôt. La livraison des tanks est une première étape, celle des avions et des missiles de longue portée devient urgente, et la question de la sanctuarisation du territoire russe devra être abordée.



CHARLES WYPLOSZ